

ADVERTISSEMENT,

Pardeuant Nosseigneurs des Requestes du Palais,
sur la question,

*A qui appartient la Collation des Benefices dependans
de l'Abbé, quand l'Abbé est mort; si, au Conuent,
à l'Euesque, ou au Pape.*

Par lequel il est décidé qu'elle appartient au Pape seul,
tant que l'Abbaye est vacante.

POUR F. Urbain Ferrand. CONTRE F. Pierre Feret, & Jean François Turpin.
Tous Religieux Profex de l'Abbaye de S. Aubin d'Angers, Ordre
de S. Benoist, respectiuelement demandeurs & deffendeurs.

26 Pour raison de l'Hostellerie, Office Claustral en ladite Abbaye.

*Et pour satisfaire à la Sentence contradictoire renduë apres plusieurs Audiances
le 13. Septembre 1659. qui les appointe en droict sur la maintenue,
& sur la recreance à mettre.*

LES PARTIES sont d'accord des principales circonstances
du Faict; Sçauoir, que Frere Iulien Tharu est decedé LE FAICT.
possesseur de l'Hostellerie le 2. Nouembre 1657. & que
lors l'Abbaye de S. Aubin estant vacante, & sans Abbé, qui est le
Collateur ordinaire de cet Office Claustral comme de tous les au-
tres Benefices qui en dependent, Monsieur l'Euesque d'Angers &
les Religieux de ladite Abbaye ont pretendu respectiuelement auoir
droict d'en disposer par le manque d'Abbé.

Monsieur l'Euesque d'Angers en a pourueu ledit Feret le mesme
jour 2. Nouembre 1657. la Collation porte cette clause, *Pleno jure
seu Superiori pro hac vice, eo quod Abbatia vacet ad præsens.*

Le mesme jour Ferrand & Turpin ont enuoyé en Cour de Rome
pour s'en faire pouruoir par personnes expressees, mais ledit Ferrand
a fait plus de diligence, ayant enuoyé vn Gentilhomme en poste à
Lyon, & ledit Turpin s'estant contenté d'enuoyer vn hōme de pied.

A

34

Le lendemain troisieme Nouembre, Turpin ayant fait assembler extraordinairement les Religieux de ladite Abbaye au nombre de treize pour tirer d'eux vne prouision, cinq se sont retirez, pour estre bien informez qu'ils ne succedoient pas à leur Abbé en la Collation des Benefices; les huit autres plus hardis luy ont accordé vne prouision ainsi causée, *in defectum Abbatis, sede Abbatiali jam dudum vacante.*

Le vingt. deuxieme du mesme mois de Nouembre, Ferrand a esté pourueu en Cour de Rome, Turpin y a aussi esté pourueu, mais le vingt. neuvieme dudit Nouembre seulement.

Et comme c'estoit la voix publique, & l'aduis commun des consultants, qu'au Pape seul appartenoit de pouruoir aux Benefices qui sont de la Collation d'un Abbé, quand l'Abbé est mort, Feret s'est aussi fait pouruoir en Cour de Rome le 9. Decembre audit an 1657. ainsi que ledit Ferrand a decouvert par vn *perquiratur*.

Et enfin Turpin a crû, que, comme il auoit exprimé par sa premiere signature du vingt-neuvieme Nouembre, qu'il auoit droit d'ailleurs en ladite Hostellerie, cela luy pourroit faire tort; parce qu'en effet la prouision desdits Religieux ne luy pouuoit attribuer de droit, il auroit obtenu vne seconde signature par forme de nouvelle prouision le 17. Février 1658. fondée, ainsi qu'il exprime luy-mesme, sur ce que l'on doutoit de la validité de la prouision desdits Religieux.

Voilà les six tiltres qui sont à examiner en cette affaire; les autres circonstances qui concernent les prises de possession, & la procédure ont esté assez amplement expliquées par les escritures par memoires.

Six tiltres
à examiner.

De ces six tiltres il y a quatre signatures de Cour de Rome, entre lesquelles il faut suiure la maxime, *qui prior tempore potior iure*, laquelle sert de decision perpetuellement entre ceux qui sont pourueus par vn mesme Collateur, & par vn mesme genre de vacance.

Tiltre de
Ferrand.

Ferrand est le premier pourueu en Cour de Rome par signature du 22. Nouembre, contre laquelle toutes les objections de Turpin sont friuolles, puis qu'outre que Ferrand justifie de l'enuoy extraordinaire dès le jour du deceds, il a pour luy la regle *de verisimili notitia*, & vne signature expediee & cottée de Banquiers de France suivant l'Ordonnance, & bien & deuement verifiée par Banquiers commis par la Cour.

Signatures
de Turpin
& Feret.

Les autres signatures de Turpin & Feret estans posterieures ne nuisent donc point à Ferrand, au contraire elles luy seruent, pour

3

faire voir qu'ils ont esté bien informez qu'il n'appartenoit point à l'Euesque ny aux Religieux de disposer de l'Office claustral dont est question, *sede Abbatiali vacante*: aussi Feret s'est il bien donné de garde de produire la signature qu'il a fait expedier en son nom; ce qui marque qu'il a trouué par conseil, qu'il feroit mieux d'hazarder l'affaire sur la prouision de l'Euesque, puis qu'il auoit esté préuenü à Rome, mais Ferrand en a preuue par la recherche qu'il en a faite à Rome, & par le *perquiratur* qu'il en rapporte.

Lesdits Feret & Turpin se voyans exclus du droit du Pape, objectent contre iceluy, que le Pape ne peut auoir ce droit de conferer que par préuention ou par reserue: Qu'il ne l'a pas icy par preuention, puis qu'il est luy-mesme préuenü par l'Euesque & par les Religieux; Et qu'il ne le peut pas aussi auoir par reserue, parce que les reserues sont odieuses & abolies en France.

Objection
qui donne
sujet à la
question
generalle.

Tellement que Ferrand se trouue obligé de distribuer son aduertissement en trois propositions de droit.

Distribu-
tion de l'ad-
uertisse-
ment.

En la premiere, il fera voir que quand le Collateur ordinaire d'un benefice est decedé, le Pape a droit d'y pouruoir seul, non point par préuention ny par reserue, mais comme estant Collateur ordinaire avec tous les Collateurs ordinaires, & comme se trouuant lors seul Collateur, par la mort suruenüe du Collateur ordinaire.

1. propo-
sition.

En la seconde, il fera voir que le Conuent de l'Abbaye ne succede point en ce cas à l'Abbé, pour les collations libres qui appartiennent à l'Abbé, quand il est viuant.

2. propo-
sition.

Et en la troisieme, il fera voir que les Euesques Superieurs des Abbez, peuuent bien conferer par déuolution pour la negligence des Abbez pendant six mois, mais qu'ils ne leur succedent point, non plus que les Religieux du Conuent, en cas de mort; De sorte que quand il seroit vray que Monsieur l'Euesque d'Angers fust le Superieur de la dite Abbaye de saint Aubin (ce qui n'est pas, veu qu'elle est exempte de sa jurisdiction, & soumise immédiatement par priuilege à celle de Monsieur l'Archeuesque de Tours) ledit Sieur Euesque n'auroit pû conferer l'Hostellerie dont est question.

3. propo-
sition.

Ces trois propositions estans justifiées, la consequence en sera certaine, que les prouisions données par ledit Sieur Euesque, & par ledit Conuent de saint Aubin ausdits Feret & Turpin estans nulles *ipso iure*, il n'en faut plus considerer les dattes, ny pretendre qu'elles ayent pû faire aucun obstacle à la signature de Cour de Rome de Ferrand,

Conse-
quence.

sous pretexte de préuention ny autrement, estant le vray cas auquel il faut appliquer ces deux maximes, l'une que *quod penitus nullum est, nullum producit effectum*; Et l'autre, qu'entre les nullitez il n'y en a point de plus grande que celle qui procede du deffaut de puissance.

Plusieurs
sortes de
preuues.

FERRAND establiera les preuues de ses trois propositions, sur les textes de droit commun, sur les raisons du droit commun, sur les autoritez des Docteurs Canonistes, & particulièrement des François, sur le non vsage, & sur l'autorité des choses jugées.

Mais auparauant que de commencer à citer les textes de droit commun, il est necessaire d'observer qu'il y a distinction à faire entre l'ancien droit, que les Canonistes appellent *jus primæum*, & le droit commun, *jus commune*.

Distinction de
l'ancien
droit &
du nouveau.

L'ancien droit ou l'Histoire Ecclesiastique, ou plustost l'ancien droit de la Police Ecclesiastique depuis Iesus-Christ jusqu'aux dix ou onzième siecle, est icy plus de curiosité que d'utilité, parce que lors il n'y auoit point de Benefices inferieurs, seculiers ou reguliers en tiltres, les reuenus Ecclesiastiques appartennoient à des Communautéz Ecclesiastiques, Seculieres ou Regulieres, qui composoient le Clergé de l'Euesque ou des Abbayes regulieres: comme au siecle de saint Augustin, & depuis, sous la regle de saint Benoist qui parût vers l'année cinq cens trente, & sous saint Maur qui vint establi en France la regle de saint Benoist, vers l'an cinq cens cinquante.

Explication
du Canon
non, omnes
Basilica.

Cependant tout l'effort de Feret lors de la playdoirie de la cause, fust de faire passer le Canon, *omnes Basilicae*. 16. q. 7. pour vn texte formel qui rend l'Euesque Collateur de tous les Benefices de son Diocese, quoy que ce Canon ne parle en façon quelconque de tiltres de Benefices, mais seulement de la jurisdiction qu'à l'Euesque en toutes les Eglises & lieux de son Diocese, ce qui ne fust jamais contesté.

Ce Canon n'a garde de parler de tiltres de Benefices, veu qu'il est tiré du Concile d'Orleans, tenu sous Clouis premier Roy Chrestien, vers l'an cinq cens, auquel temps il n'y auoit point encore de Benefices singuliers en tiltre.

Encore moins de Benefices reguliers en tiltre de l'Orde de saint Benoist, puis que saint Benoist n'est suruenue que depuis; la regle duquel laisse la disposition de toutes choses au Superieur regulier, & partant la disposition des reuenus Ecclesiastiques, qui depuis sont deuenus Benefices en tiltres, par diuision des Communautéz & reuenus d'icelles, par partages volontaires, par fondations particulieres, ou par prescription.

Tellement que quoy qu'il soit vray, que la jurisdiction soit tousiours demeurée aux Euesques dans tous les lieux de leurs Dioceses, mesme sur les Abbayes regulieres, suivant le Canon, *omnes Basilicae*. neantmoins les Euesques n'ont jamais entrepris de disposer directement & immediatement des Benefices reguliers dependans des Abbayes, parce que ces Benefices ont toujours fait partie de la discipline & jurisdiction reguliere appartenante aux Abbez; & il ne s'en trouuera aucun texte dans le droit commun, c'est à dire depuis qu'il y a eu des Regles establies, & des Constitutions faites pour les tiltres des Benefices singuliers.

Ce droit commun, *Ius commune*, que nous appellons autrement *Ius nouum*, à la distinction de cét ancien droit de la primitive Eglise, est tiré du Concile de Clermont en l'an 1080. & des Conciles de Plaisance, de Latran, premier & second, de Lyon, de Vienne, de Constance, de Basle, de la Pragmatique Sanction, des Regles de Chancellerie receuës en France, & des Ordonnances de nos Roys.

C'est de ce droit commun & nouveau, que Maistre Charles du Moulin a tiré toutes ses decisions en matieres beneficiales, en rejettant les textes de cét ancien droit de la primitive Eglise, comme des Regles qui ne peuuent conuenir aux tiltres des Benefices suruenus depuis, ainsi qu'il a remarqué sur la regle *de infirmis* num. 283. en ces termes.

En quoy
consiste le
droit com-
mun.

Tituli enim Beneficiorum sunt de iure nouo & positui, ut tradunt omnes Canonistae in cap. cum nostris. de Concess. præb. certum est enim quod in originali sua natura, & sub primitiua Ecclesia, non erant iura nec tituli proprii habentibus, sed iuxta illud Apostoli 1. Cor. 4. Sic nos æstimet homo ut ministros Christi, & dispensatores ministeriorum Dei, erant simplices administrationes, quæ etiam sæpe inuitis obtrudebantur: Et sic illo tempore superuacaneæ, imò pudendæ fuissent omnes illæ quantumuis operosæ & prolixè multiplicatæ iudiciales decretales, De elect. De postulat. De præb. De institut. & De concess. præb. extra. & in 6^o Clementinæ. cum omnibus annexis rubricis & appendicibus suis. In his autem quæ sunt iuris positiui, lex non fictæ sed verè & mero iure agit.

Mol. de inf.
num. 283.

Il faut donc icy traitter nos questions sans fiction, & dans la verité & pureté des textes de ce droit commun.

PREMIERE PROPOSITION,
Que le Pape est Collateur ordinaire avec tous les Collateurs
singuliers, exempts & non exempts.

Cap. anti-
qua. De Pri-
uileg.

LE texte de Droit y est formel, *cap. antiqua. De priuilegijs.* tiré du Concile general de Latran tenu sous Innocent III. vers l'an 1200. où ayant esté décidé pour l'ordre des Patriarches, que celui de Constantinople tiendrait le premier rang, celui d'Alexandrie le second, celui d'Antioche le troisième, & celui de Jerusalem le quatrième; Il fut aussi décidé ou plustost, il ne fut point reuoké en doute, que l'Eglise Romaine retiendrait tousiours la puissance ordinaire sur toutes les autres Eglises, *sancta vniuersali Synodo approbante, sancimus, ut post Romanam Ecclesiam, quæ disponente domino super omnes alias ordinariæ potestatis obtinet principatum, &c.*

Ce Concile est d'autant plus d'autorité pour faire loy dans toute la Chrestienté, qu'il estoit composé de 480. Archeuesques & Euesques, de 800. Abbez, de 2. Patriarches, & que les Ambassadeurs des Princes y assistoient; & c'est là que la subordination des Collateurs Ecclesiastiques a esté réglée pour la disposition des Benefices, suiuant ce qui auoit esté arresté sous Alexandre III. *cap. nulla. de Concess. Præb.*

Clem. licet.
De Præb.

Il y a encore vn texte formel qui est la clementine. *licet De Præbend.* en ces mots. *Licet &c. Beneficiorum Ecclesiasticorum plenaria dispositio ad Romanum Pontificem noscatur pertinere, ita quod non solum ipsa, cum vacant, potest de jure conferre, verum etiam jus in ipsis tribuere vacaturis.*

Raison de
Droit.

La raison de cette disposition est, que l'Eglise Romaine est la maistresse des autres, la mere de tous les fidels, laquelle en faisant le partage à ses enfans, a voulu retenir cette prerogatiue, de pouuoir disposer comme eux de tous les Benefices Ecclesiastiques dès le moment de leur vacance; & en vn mot, en laissant le droit de conferer aux Ordinaires ses inferieurs, ne le pas perdre pour soy-mesme, *ut potè mater vniuersor. n. Christi fidelium & magistra,* comme il est dit en ce Chapitre, *antiqua. De priuilegijs.* tiré du Concile general de Latran.

Reflexion.

Ce droit de puissance ordinaire, qui reside de droit commun en la personne du Pape, n'est pas vne faculté de pouuoir conferer

conjointement avec les Collateurs ordinaires ; Car si cela estoit, il s'ensuiuroit que l'ordinaire ne pourroit conferer sans le Pape, ny le Pape sans l'ordinaire, mais c'est vn droit qui appartient à l'un & à l'autre *disjunctiue*, en sorte que le Pape peut conferer quand bon luy semble sans l'ordinaire, & l'ordinaire sans le Pape.

De ce droit de puissance ordinaire prouient celuy de preuention, qui n'est pas odieux ny special au Pape, comme les parties aduerses veulent persuader, puis que l'ordinaire peut aussi bien preuenir le Pape, comme le Pape le peut preuenir ; en sorte que celuy qui a conferé le premier, c'est celuy qui donne tout le droit au Benefice, ce qui s'entend quand l'un & l'autre de ces Collateurs ordinaires subsiste, & est en estat de pouuoir conferer ; c'est à dire quand l'un & l'autre est viuant, & quand le Collateur ordinaire n'est point empesché de conferer par suspension ou autre voye de droit, ou par quelque empeschement naturel.

Car si l'un des deux, si le Pape ou l'Ordinaire est mort, ou si estant viuant il est tombé dans la defaillance de l'esprit & de la raison, ou si le Collateur ordinaire est tombé dans la suspension de droit ; il est sans difficulté qu'en tous ces cas, l'autre a seul droit de conferer, non pas par preuention, qui suppose deux Collateurs & l'un plus diligent que l'autre, mais parce qu'il se trouue par accident, que lors, il n'y a plus qu'un seul Collateur ordinaire, à cause de la mort ou de l'empeschement de l'autre.

Ce n'est pas que quelques vns n'ayent voulu dire, que par le Concile de Latran le Pape ne doit auoir droit de conferer que par deuolution apres tous les degrez de jurisdiction, & par la negligence de tous les Collateurs inferieurs, ayans pretendu que cela auoit ainsi esté arresté par la pragmatique de S. Loüis en l'an 1268. Et il est vray aussi que de siècles en siècles on a voulu faire quelques efforts de la part de la France, pour obliger les Papes de se contenter du droit de deuolution. Mais il est aussi veritable que ces tentatiues sont demeurées inutiles ; & que comme les Papes estoient fondez en leur puissance ordinaire par ledit Concile de Latran *dicto cap. antiqua*. (bien loin qu'il y ait eu disposition contraire en ce Concile) & que la disposition expresse de la clementine *licet. De præb.* estoit encores suruenue depuis en leur faueur, ils sont demeurez en cette possession de conferer, *iure ordinario*, mesme par preuention, qui en est vne suite & vne consequence necessaire.

Objection
resolue.

Prag. de
S. Louis.

La pragmatique de S. Louis de l'an 1268. n'a dit autre chose sinon que, *Collatores jus suum plenarium habeant, & unicusque sua jurisdictio servetur*, ce qui n'oste point le droit de collation ordinaire au Pape, non plus que le droit de prévention; au contraire tel droit luy appartenant, *jure communi*, cela confirme son droit, en confirmant celuy de l'Ordinaire.

Conciles
de Cōstan-
ce & de
Basle &
Prag. San-
ction.

Par les Conciles de Constance & de Basle de l'an 1438. on conferue au Pape expressément le droit de prévention: ces Conciles ont esté receus en France; Il est vray qu'en ce temps l'assemblée tenuë à Bourges, qui a fait la pragmatique Sanction, arresta que remonstrances seroient faites pour oster ce droit de prévention au Pape, mais ces remonstrances ne furent pas trouuées justes, parce qu'elles estoient contraires au Droit, & la possession en demeura au Pape.

Concordat.

Par le Concordat de l'an 1517. le Pape se priue bien du droit de reserue qu'il s'estoit arrogé iusques alors *tit. De reseruat. sublat.* mais il se conferue expressément le droit de prévention comme vn droit de Collateur ordinaire, *tit. De Mandatis Apostolicis. §. declarantes.*

Edict de
1550.

L'Edict de l'an 1550. appelé des petites dattes, par lequel il se void que les François ont droit d'auoir datte du jour de l'arriué du Courrier à Rome, justifie assez que nous reconnoissons en France le Pape pour vn Collateur ordinaire & necessaire, & qu'en cette qualité il peut préuenir les Collateurs ordinaires de France.

Concile de
Trente.

En l'an 1560. au Concile de Trente on osta bien au Pape les Mandats, mais on n'entreprit pas de toucher à son droit de prévention; Il est vray qu'en ce temps le Roy Charles IX. deffendit aux Iuges d'auoir esgard aux Prouisions obtenues par prévention par l'art. 22. de l'Ordonnance d'Orleans, parce qu'il estoit en differend avec la Cour de Rome, mais cette Ordonnance ne fut point suiue pour cela, ny pour beaucoup d'autres dispositions; Et mesme le Pape Pie V. ayant enuoyé vn Legat en France à ce sujet, le Roy Charles IX. reuqua ledit art. 22. de l'Ordonnance d'Orleans par vne Declaration de l'an 1562. & depuis, c'est à dire, par les Ordonnances suiuanes de Moulins, Blois, Melun, Edict du Controlle & nouvelle Declaration faite pour les Benefices, le droit de prévention n'a point esté reuqué en doute & passe pour

pour vn droit commun & ordinaire parmy nous.

Ce qui est icy dit de la préuention, semble inutile en l'affaire dont est question, en laquelle il ne s'agit de préuention en façon quelconque; & neantmoins cela est nécessaire pour faire voir, iusqu'où s'étend le droit de Collateur ordinaire en la personne du Pape, qui n'a la préuention sur l'Ordinaire, que parce que l'Ordinaire la peut auoir sur luy.

Il en faut dire autant du Droit de Concours, que le Pape a conjointement avec le Collateur ordinaire, qui est plustost vne priuation de droit ou nullité de droit, qu'un droit à valoir, puis que le concours se rencontrant entre vne prouision du Pape & vne prouision de l'Ordinaire, elles se détruisent l'une l'autre, *mutuo concursu se impediunt*, si le concours est tel que l'on ne puisse decider si l'un a preueni l'autre; & neantmoins ce droit de concours établit puissamment la puissance ordinaire du Pape, & fait voir que de droit commun il a le mesme pouuoir que le Collateur ordinaire à conferer les Benefices dès le moment qu'ils sont vacans: & que quand le pouuoir du Collateur ordinaire cesse par mort ou par vn autre obstacle procedant de la nature ou du droit; le Pape en ces cas, & tant qu'ils durent, demeure seul le Collateur ordinaire, comme il est vray que le Collateur ordinaire demeure seul, quand le pouuoir du Pape vient à cesser par sa mort ou autrement.

Droit de
Concours.

Reste donc à respondre à l'objection des parties aduerses, que si le Pape ne confere pas par préuention, quand le Collateur ordinaire est mort, c'est au moins par vn droit de reserve, puis que c'est se reseruer en ce cas le pouuoir de conferer seul les Benefices dependans du Collateur ordinaire.

Contre
l'objection
du droit
de reserve.

A quoy Ferrand respond, en premier lieu par les mesmes raisons qu'il a respondu aux objections de la préuention, en ce que la reserve estant vn droit prohibitif & priuatif au droit d'autrui, il suppose, aussi bien que le droit de préuention, vn autre Collateur existant, auquel le Pape veut oster le droit de conferer, en se le reseruant à soy, priuatiuement à luy: Or comme le Pape se trouue icy en vn cas auquel il est seul Collateur, & auquel il ne peut y en auoir d'autre, à cause du deceds surueni du Collateur ordinaire, il s'ensuit que le Pape n'usant que de son droit ordinaire, n'entreprend point sur celui d'autrui par aucune reserve, non plus que

Premiere
Responce.

par préuention; Car en vn mot, il n'y a aucun Collateur ordinaire en ce rencontre qui se puisse plaindre, ou d'estre préuenue, ou d'estre priué de son droit par aucune reserue.

2. Respon-
ce.

En second lieu, pour dire que le Pape entreprenne de conferer par droit de reserue, il faut dire que c'est ou par vne reserue escrete, *in corpore juris*, laquelle en ce cas seroit licite, ou par quelque reserue speciale faite par quelque regle de Chancellerie, laquelle en ce cas seroit à rejeter parmy nous, parce que les regles de Chancellerie ne sont point receuës en France, à l'exception de quelques-vnes, comme sont celles *De infirmis. De publicandis. & De verisimili notitiâ.*

Les parties aduerses ne pretendent pas qu'il y ait aucune reserue *in corpore juris*, qui conuienne au fait dont est question; ils disent que c'est par vne regle de Chancellerie, mais cette regle ne se trouue point, c'est à eux à la coter, & d'en rapporter les termes, pour voir s'ils comprennent le fait dont il s'agit; mais quand il y en auroit vne, Ferrand n'entendrait pas s'en preualoir icy, pour autoriser le droit ordinaire du Pape, puis que ce droit est suffisamment estably *de jure communi*, sans auoir besoin de ce secours étranger d'une regle de Chancellerie.

Opinion
des Do-
cteurs.

Les Docteurs & particulièrement nos François ne se sont pas seruy des regles de Chancellerie pour fonder leurs opinions, quand ils ont soutenu que le Pape auoit droit de disposer en tout temps des Benefices dependans des Collateurs ordinaires, car il n'y en a pas vn qui ne soit de cet aduis.

De Selua.

Monsieur de Selue, *tract. Benefic. part. 2. quæst. 22.* dit que, *Papa est fundatus de jure communi in collationibus & prouisionibus beneficiorum*, qu'il est, *ordinarius ordinariorum*, & cite le Canon, *cuncta per mundum. 9. q. 3.*

Rebuffe.

Rebuffe en sa pratique, *tit. De deuolutionibus*, expliquant quel est le droit ordinaire du Pape, dit, *num. 49. & notandum est, quod ubicumque aliquis Collator potest conferre Beneficium jure ordinario vel deuoluto, poterit & Papa illud conferre ratione concursus quem habet cum quolibet, ratione superioritatis, &c. & hunc concursus Legato à latere Papa vel jura concedere solent, &c. multò magis sibi retinet, cum nusquam tantam censeatur dare potestatem, quin maiorem semper retineat*, ce qu'il repete en son Commentaire sur le Concordat, *tit. De collationibus §. si quis verò in verb. deuolutio.*

Ce ne seroit iamais fait que de rapporter les autoritez des autres Docteurs, puis qu'il n'y en a aucun qui soit d'aduis contraire.

Il faut donc conclure que le droit ordinaire qu'à le Pape de conferer, est en ce point si semblable à celui du Collateur ordinaire; & que dans le fait, sa puissance & celle de l'Abbé de S. Aubin sont tellement égales pour les Benefices dependans de l'Abbaye de S. Aubin d'Angers, que quand il n'y a point d'Abbé, le Pape en demeure seul le Collateur ordinaire; que quand il n'y a point de Pape, l'Abbé en demeure aussi le seul Collateur, & que quand il n'y a ny l'un ny l'autre, il est vray qu'il n'y a plus de Collateur ordinaire.

Conclusion
de la 1. proposition.

Et il ne faut point que les parties aduerses fassent les estonnez, en disant que ce seroit vn grand inconuenient, que de se trouuer en vn cas auquel vn Benefice pourroit estre vacant, sans qu'il y eust aucun Collateur en France qui en pût disposer; Dautant que le cas pourroit estre tel, qu'il n'y auroit pas mesme de Collateur au monde, qui en pût disposer, comme si le Siege de Rome & celui de l'Abbaye de saint Aubin, se trouuoient vacans en mesme temps, il faudroit bien que les Benefices dependans de cet Abbé, demeurassent vacans jusqu'à ce qu'il y eust vn Pape élu, ou vn Abbé successeur pourueu.

Objection
d'inconuenient.

1. response;

Que si les raisons d'inconueniens peuuent estre considerées, peut-on dire que le Pape soit de pire condition, quand il n'y a point d'Abbé en l'Abbaye de saint Aubin, que s'il y en auoit vn? On demeure d'accord que s'il y auoit vn Abbé, le Pape pourroit non seulement concourir avec luy, mais mesme le preuenir dans la collation des Benefices, parce que le Pape est Collateur ordinaire aussi bien que luy, & parce qu'en preuenant il n'vse que de son droit, qui est vn droit independant: Et neantmoins on veut soustenir que le droit du Pape cesse, quand celui de l'Abbé vient à cesser par sa mort, qui est soustenir indirectement que le droit du Pape est absolument dependant de celui de l'Abbé: & ce qui se dit de l'Abbé de saint Aubin, se doit dire de tous les Collateurs ordinaires.

2. Respon-
ce.

Et parce que les parties aduerses repliquent, que tout le discours cy-dessus n'est fondé que sur ce principe, que l'Abbé de saint Aubin estant mort, le Pape reste le seul Collateur des Benefices dependans de l'Abbé, & que ce principe n'est pas verita-

ble, parce que le Chapitre de l'Abbaye ou l'Euesque succede à l'Abbé ; Il faut passer aux autres propositions, pour faire voir que ny l'un ny l'autre ne luy succede.

SECONDE PROPOSITION,

Que le Chapitre de l'Eglise Cathedrale ne succede point à l'Euesque, ny le Conuent ou Chapitre des Religieux à l'Abbé, pour les Collations libres des Benefices dependans de l'Euesque ou de l'Abbé.

CETTE proposition estant negative, & Turpin pretendant au contraire que le Chapitre de l'Abbaye doit succeder à l'Abbé, mesme pour les Collations libres, (car la question n'est icy que pour les Collations libres,) ce seroit à Turpin, qui soutient la proposition affirmative, de rapporter des textes de droit pour l'autoriser ; mais comme il n'en a point pour luy, Ferrand se charge volontiers d'en rapporter de tres precis contre luy.

Textes de
Droit.

*Tit. Ne sede
vacante.*

*Cap. illa
deuotionis.*

Tout le tiltre de droit *ne sede vacante aliquid innouetur* est exprès, pour dire que le Chapitre ne peut rien entreprendre sur les droits de l'Euesque pendant la vacance du Siege.

Le Chapitre *illa deuotionis. eod. tit.* porte que, *non inuenitur in iure cautum, quod vacante sede capitulum fungatur vice Episcopi in collationibus præbendarum.*

La glose dit que le mot, *Præbendarum*, veut dire *Beneficiorum*, parce que la rubrique, *De præbendis.* est generale pour les Benefices.

Raison de
Droit.

La raison de cette disposition, est que le droit de conferer ne passe point au Superieur par droit de deuolution, sinon dans le cas de negligence de l'inférieur, & que le Chapitre estant inférieur à l'Euesque ou à l'Abbé, ne peut pas prendre leur place en ce rencontre, *nec in eodem casu potest dici potestas conferendi præbendas ad capitulum per superioris negligentiam deuoluta, cum non fuerit ibi superior qui eas posset de facto vel de iure conferre.*

La glose *In verb. negligentiam*, dit que *ubi nullus est Prælatas* (comme dans le cas de mort) *nulla est negligentia.*

Le chap. *illa
deuotionis*,
s'entend
aussi des
Abbayes.

Cette disposition estant generale, comprend les Chapitres reguliers des Abbayes, aussi bien que les Chapitres reguliers & seculiers des Eglises Cathedrales, ainsi que les Docteurs ont remarqué

& entr'autres, *Hostiensis in summa. & Durandus in speculo. dicto tit. Ne sede vacan. quæst. 21.* en ces mots.

Hostiensis.

Vigesimo primo, queritur, sed quid, si Monasterium vacat, dicunt quidam quod tota potestas residet penes capitulum, unde capitulum siue Conuentus potest Monachos recipere, maxime de Episcopi voluntate, &c. Contrarium tamen seruari videmus, argum. tit. Ne sede vacan. dicto cap. Illa deuotionis. & cap. nouit. De his quæ fiunt à Prælat.

Durandus in speculo.

Tous les autres Docteurs citent ledit chapitre, *Illa deuotionis*, comme vn texte commun aux Reguliers & aux Seculiers, & en rendent deux raisons, qui sont communes aux vns & aux autres.

Raisõs des Docteurs.

La premiere, est que *fructus reseruantur futuro successori*, laquelle est tirée du Chapitre *Cum vos. De off. iud. ord.* en ces mots, *aut futuris personis fideliter reseruare*, & du chapitre *præfenti. eod. tit. in 6.* en ces mots, *vel futuris debent successoribus fideliter reseruari*,

Or tout le monde demeure d'accord, que *collationes beneficiorum sunt in fructu*, d'où il s'ensuit que le Chapitre ny peut pas mettre la main pendant la vacance.

La seconde raison est celle qui a esté dite, & qui est marquée au texte dudit Chapitre, *illa deuotionis. Ne sede vacant.* que l'inférieur ne prend iamais la place du Supérieur.

Enfin cette disposition, qui exclud en ce cas les Chapitres de la collation des Benefices, est si vniuerselle, que le College mesme des Cardinaux, qui a droict d'élire le Pape, n'a pas le pouuoir de conferer le moindre Benefice, pendant la vacance du saint Siege, *Clem. ne Romani. De Elect.*

Clem. ne Romani. De Elect.

Turpin pretend neantmoins établir le contraire, non pas par aucun texte de Droict, mais par vn argument fort étendu qu'il tire des textes de Droict; il dit que *de iure communi*, la collation des Benefices dependans des Abbayes appartient conjointement à l'Abbé & au Conuent: Que si les Abbez s'en trouuent seuls les Collateurs, comme celuy de S. Aubin, ce ne peut estre que par priuilege ou par prescription; qu'il faut croire que l'Abbé n'a iamais eu de priuilege de cette qualité, puis que l'on n'en fait point apparoir: Que si c'est par prescription, comme il le faut presumer, la prescription doit estre restraite & limitée par la qualité de la possession, *tantum præscriptum, quantum possessum.*

Argument de Turpin qui fait la principale raison.

Et conclud que, comme l'Abbé ne peut auoir possédé ce droit de conferer seul, que pour luy, il ne l'a aussi pû prescrire que pour luy, c'est à dire pour en jouir de son viuant, & non pas pour faire qu'en cas de mort de l'Abbé, ce droit doie estre reserué à l'Abbé successeur au preiudice du Conuent; En vn mot, qu'en cas de mort de l'Abbé, le droit de conferer cessant necessairement, & ne pouuant plus auoir de lieu au profit de l'Abbé, il faut que les choses retournent au droit commun; c'est à dire que le Conuent puisse conferer seul les Benefices, qu'il pouuoit conferer conjointement avec l'Abbé *jure communi*, comme si l'Abbé n'auoit iamais prescrit contre ses Religieux le droit de conferer seul, parce que la prescription n'a pû s'étendre jusques-là.

Responce. Ferrand pour respondre à cet argument en dénie la proposition majeure, car il n'est pas veritable que de droit commun la collation des Benefices dependans des Abbayes appartienne conjointement à l'Abbé & au Conuent.

Obiection *cap. ult. De Regul. in 6º.* Turpin allegue pour luy le Chapitre dernier de *regularibus in 6º.* qui porte, que *si ad solum Abbatem pertineat creatio Monachorum, eo defuncto, nequibit nouus Monachus à Conuentu creati, alias poterit, si eorum creatio spectat in simul ad vtrumque*, & parce que ce Chapitre est plustost dans vne espee de fait que de droit; Turpin se préuaut de la glose *in verb. pertinet*, qui porte que, *de jure communi pertinet ad vtrumque*.

Explicatio de ce Chapitre. Mais Ferrand respond, que ce Chapitre & la glose ne parlent que de la reception des Religieux, *de creatione Monachorum*, qui interesse tout le Conuent & chaque Religieux en particulier; mais que ce Chapitre ny la glose ne parlent point de la collation des Benefices, qui fait partie de la juridiction & de l'administration qui appartient singulierement à l'Abbé.

2. responce. Et mesme pour la reception des Religieux, cette glose n'a pas esté suiuite par les autres Docteurs, entre lesquels Panorme *in cap. ad Apostolicam. De Regularibus in fin. & Durandus dicto tit. Ne sede vacante*, tiennent positivement, que *etiam creatio Monachorum pertinet ad solum Abbatem*.

3. responce. Et dans le fait particulier, dont est question, s'il estoit vray suiuant la pretention de Turpin, que *creatio Monachorum*, voulust dire, *Collatio Beneficiorum*, ce Chapitre dernier, *De Regularibus in 6º.* decideroit la question contre le Conuent de S. Aubin, parce

qu'il seroit dans le cas de la collation des Benefices appartenans à l'Abbé seul, qui est le cas dont est question, dans lequel il seroit vray que *defuncto Abbate*, le Conuent ne pourroit succeder, puis que ce Chapitre est conçu en ces termes, *si ad solum Abbatem pertineat creatio Monachorum, eo defuncto nequibit nouus Monachus à Conuentu creari.*

Et il ne faudroit point raisonner plus auant pour l'explication des mots qui suivent, *aliàs poterit, si eorum creatio spectat in simul ad utrumque*, parce que ces mots passent de la premiere espece, *si ad solum Abbatem*, qui est la nostre, à vne seconde qui suppose vn autre fait, sçauoir *quando de facto creatio Monachorum spectat in simul ad utrumque*: estant bien veritable que si nous estions en cette seconde espece, c'est à dire dans le cas que la collation des Benefices appartenist conjointement à l'Abbé & au Conuent de S. Aubin, la cause de Turpin seroit indubitable; parce que supposant cette faculté de conferer conjointement, il est sans difficulté qu'en ce cas le Conuent auroit succédé à l'Abbé, & auroit valablement conferé l'Hostellerie dont est question à Turpin. 4. responce.

Encore pour bien entendre quelle est cette faculté de pouuoir conferer conjointement; il faut supposer que deux Collateurs ou plusieurs personnes peuuent conferer ensemble en trois façons, *communiter, cum consilio, cum assensu.* 5. responce.

Communiter, quand l'un à autant de pouuoir que l'autre, auquel cas ils se succedent l'un à l'autre par mort ou autrement.

Cum consilio vel assensu, quand l'Euesque ou l'Abbé sont obligez en conferant de prendre le consentement, ou le conseil au moins de leur Chapitre: & en ces deux derniers cas, le Chapitre qui n'a autre part en la collation, que de donner son consentement ou son conseil, ne se peut pas dire, à proprement parler, Collateur conjointement avec l'Euesque ou avec l'Abbé, & ne leur succede point en cas de mort.

C'est la disposition du chapitre vnique, *Ne sede vacante in 6^o* qui porte que, *si ad Episcopum & capitulum communiter pertineat collatio præbendarum*, ils succedent l'un à l'autre reciproquement: *Cum verò ad solum Episcopum cum consilio sui capituli vel assensu, mortuo Episcopo, capitulum non debet se intromittere de eisdem.* Cap. vii. Ne sede. vac.

Et quoy que ce texte ne parle que de l'Euesque & de son Chapitre, sa disposition s'estend aussi aux Abbez & à leurs Conuens, Ce chapitre est aussi pour les Abbayes.

suivant l'avis de Panorme *in dicto cap. ad Apostolicam. De Regularibus*, où il dit, que quoy que la Regle de saint Benoist porte expressément que, *præcipua debet Abbas explicare cum consilio capituli*; neantmoins l'Abbé estant mort, le Chapitre ne pourroit pas recevoir vn Religieux, & cite ledit chapitre vnique, *Ne sede vacante in 6º*.

Ce qu'il rapporte de la Regle de S. Benoist, est tiré du tiltre de ladite Regle, *De adhibendis ad consilium fratribus*, où il est dit, que l'Abbé est le maistre de tout, quoy qu'il doive prendre le conseil des Religieux, en ces mots, *& audiens consilium fratrum tractet apud se, & quod utilius iudicaverit, faciat*; Et comme cette Regle precede le droit commun, il s'ensuit qu'elle a esté le fondement de la disposition des Benefices reguliers, & particulièrement de ce chapitre dernier *de Regularibus in 6º*.

Ce qui fait connoistre que ce chapitre n'a pas entendu décider, comme présuppose Turpin, que les Religieux auroient vne puissance égale à celle de l'Abbé pour la reception de leurs Freres, & que quand il est dit, *si eorum creatio in simul spectat ad utrumque*, cela s'entend qu'elle appartient à l'Abbé, *cum consilio Monachorum*, suivant la Regle de saint Benoist; Or le Conuent n'a plus de consentement ny de conseil à donner quand l'Abbé est mort, & partant si le Conuent ne succede point à l'Abbé dans le droit de recevoir des Religieux, encore moins dans le droit de conférer des Benefices.

Cette distinction *de communiter, cum consilio, vel assensu*, doit servir de response & d'explication à tous les chapitres qui furent citez en l'Audiance de la part de Turpin, pour tascher de montrer que de droit commun la collation des Benefices appartient conjointement à l'Abbé & au Conuent.

Objection
Cap. novit.

Il cita le chapitre *novit. De his quæ fiunt à Prælat.* par lequel le Pape declare nulles les institutions & destitutions que le Patriarche de Hierusalem avoit fait de certaines personnes Ecclesiastiques, parce qu'il les avoit faites *sine consilio fratrum suorum*, & en rend cette raison, *cum unum corpus sitis*.

Cap. noscitur.

Il cita le chapitre *noscutur. eodem tit. De his quæ.* qui parle des Abbez qui presentent & conferent *de Collegiorum suorum assensu sine quo non obtinent firmitatem*.

Response.

Ces deux chapitres ne disent autre chose, sinon que les Euesques

ques & les Abbez doiuent prendre ou le consentement ou le conseil de leur Chapitre, s'il n'y a Priuilege ou Coustume contraire, *nisi ex antiqua & approbata, consuetudine vel concessa libertate aliqui eorum probauerint commissi sibi Collegij non debere in Ecclesiarum seu beneficiorum collationibus requiri consensum*, tellement que cessant la Coustume ou le Priuilege en faueur des Euesques ou des Abbez, la plus grande rigueur de droict qui soit contre eux, est de les obliger à prendre le conseil ou le consentement de leur Chapitre, mais non pas de dire que *collatio beneficiorum communiter pertineat ad utrumque*, qui est le seul cas auquel le Chapitre puisse succeder à l'Euesque, & le Conuent à l'Abbé.

Turpin cita aussi la Clementine, *ne in agro. De statu Monachorum. §. Si quis autem. in verb. Abbate*, où il est dit que *Abbate autem vel Priore à collatione beneficiorum suspenso, ad Priorem claustralem cum consilio & assensu Conuentus eorundem beneficiorum collatio deuoluatur.*

Auquel Chapitre Ferrand respond en premier lieu, que ce Chapitre est singulier pour punir certains Abbez & Prieurs suspens de droict, pour s'occuper à la chasse & se relascher en d'autres choses qui sont marquées en ce chapitre, contre la discipline reguliere.

C'est ce qui a fait dire à la glose, *In verb. præmittitur, restringit ergò hanc prouisionem ad hos casus, in alijs ergò seruetur quod habetur dicto cap. unico. Ne sede vacante in 6º.*

Et c'est aussi ce qui a fait dire à Maître Charles du Moulin en sa note sur cette glose, *in verb. seruetur. Et sic excepto hoc casu, qui specialis est, statur Regulæ, quod per negligentiam Prælati inferioris non fit deuolutio ad Conuentum.*

Mais Ferrand respond en second lieu que cette Clementine *ne in agro*, dicto §. *si quis autem*, n'est que dans le cas auquel l'Abbé se trouue suspens à collatione Beneficiorum, qui n'est point le cas dont est question, & que cette Clementine n'est point dans le cas de la mort de l'Abbé, qui est celuy dont est question.

Il est donc vray, que Turpin n'a aucun texte de Droict, qui dise que le Conuent succede à l'Abbé pour la collation des Benefices, quand l'Abbé est decédé. Il faut passer à l'opinion des Docteurs, qui sont tous contre luy.

Panorme *in rubrica, Ne sede vacan. & pondera*, dit-il, *quod rubrica loquitur negativè, & ponit orationem perfectam, & ex eà potest argui, quod nihil potest innouari sede vacante in præiudicium ipsius se-*

Objection
Clem. ne in
agro.

1. response.

Gloss.

Molinaus.

2. response.

Opinion
des Do-
cteurs.

Panormita-
nus.

dis, nisi in iure expresse caueatur.

Et sur ledit Chapitre, *illa deuotionis. ultimo nota, quod vacante sede, etiam magno tempore, non potest Capitulum conferre Beneficia spectantia ad collationem Episcopi, est ergo recurrendum ad Papam, secundum hostiensem, quod satis placet, nam Capitulum vel Archiepiscopus non succedit nisi in casu negligentiae, vel quando Episcopus delinquit in conferendo indigno, &c. Ergo recurrendum ad Papam, qui generalis ordinarius est totius orbis.*

Gloss. cap.
cum olim.

La glose du Chapitre, *cum olim. De maiorit. & obed. in verb. capitulo*, en rend cette raison, que ces collations *sunt fructus qui reseruantur futuro successor*; Et Panorme sur ledit Chapitre, *illa*, fait la distinction des collations libres d'avec celles qui sont nécessaires, & dit que la collation libre, *reseruat, quia est quidam fructus ratione honorificentiae; vel collatio est quedam donatio, unde collator utitur gratia*, & dit que si le Chapitre conféroit, *fieret praerogatiuum successor*.

Il n'en est pas de mesme des collations nécessaires, lesquelles estant nécessairement deuës & ne pouuant estre refusées, comme sont les collations des graduez, les institutions sur presentations, & les confirmations d'élections peuuent bien estre données par les Chapitres & Conuens, sans faire prejudice aux Euesques ou Abbez successeurs.

Durandus
in speculo.

Durandus in speculo, a desia esté cité, *lib. 4. par. 3. tit. Ne sede vacante*, où il dit que, *si Monasterium vacat, potestas non residet penes capitulum.*

Gloss. prag.
Sanct.

Le gloslateur de la Pragmatique Sanction, *tit. de collationibus §. quod si quis, in verb. superiorem*, ne veut pas mesme que le Conuent puisse succeder à l'Abbé, *in iurisdictione.*

Probus.

Probus en cet endroit de la Pragmatique, dit qu'il est vray, qu'il y a communion entre l'Abbé & le Monastere que c'est vn mariage spirituel, qui se peut comparer à celuy de l'homme & de la femme; mais que comme le mary *multa potest sine uxoris voluntate, ea etiam inuita, ita Abbas sine Conuentu*, d'où il s'ensuit que la puissance de l'Abbé & du Conuent n'est pas vne puissance esgale & reciproque.

Molinaus.

Maistre Charles du Moulin en son conseil 48. parlant de la requisiſion faite par des graduez au Conuent *vacante Abbatia*, resout, qu'elle est bonne comme nécessaire, mais que le Conuent ne

pourroit pas conferer *liberè, in mense libero*; & sur l'objection qu'il se fait que cette requisition des graduez semble nulle estant faite au Conuent, *tanquam facta à non habentibus potestatem*, il respond en ces termes.

Sed hoc nullo modo obstat, quia certum est quod huiusmodi collatio & presentatio in mensibus Graduatorum est debita & necessaria, & consequenter, licet aliàs libera potestas conferendi aut presentandi non transeat ad capitulum sede vacante, cap. 1. Ne sede vacan. in 6°. cap. cum olim. De maiorit. tamen sicut potestas instituendi quia necessaria transit, &c. Ita & potestas presentandi, in casu, quo est necessaria & debita, & cite la glose de la Pragmatique.

Rebuffé sur le Concordat, tit. *De regià ad prælatus nominat. fac. in verb. teneatur*, propose & resout la question en ces termes, *sed dubitaret, ad quem spectet vacantium beneficiorum collatio interim sede vacante*, & dit que c'est au Roy en regalle pour certains Benefices en quelques Eueschez, sinon que le Roy conferre non poterit, *sed Papa aut Legatus tunc conferet.*

Rebuffus,

Choppin de *sacra politia lib. 1. cap. 5. num. 14.* où il dit que le Chapitre succede pour les collations des graduez simples, parce que ce sont collations nécessaires, aussi bien que pour les graduez nommez. *argum. l. unum de familia ff. De legatis 2.* mais aucun des Docteurs n'a dit qu'en ce cas de graduez simples, le Chapitre ait la faculté de gratifier, comme auroit eu l'Euesque ou l'Abbé, encore moins que le Chapitre puisse succeder *in Collationibus liberis.*

Choppin,

Que si les textes de Droit, les raisons de Droit, & les Docteurs sont contre la pretention de Turpin, il a aussi contre luy l'usage ou plutôt le nom usage: car il ne se trouuera point que le Chapitre de saint Aubin ait jamais entrepris de conferer les Benefices pendant la vacance du siege Abbatial.

Que l'usage est contre Turpin.

Reste à répondre à quelques Arrests & à quelques Actes de pretendue possession; dont Turpin se veut preualoir.

Responce aux Arrests objectez.

Les pieces qu'il a communiquées lors de la cause, ne sont que copies qui ne peuvent faire de foy, & quant les Originaux seroient rapportés, ils seroient de nulle consequence.

L'Arrest de 1626. rendu au profit des Religieux de l'Abbaye de saint Estienne de Corbie, qui auoient conferé la Chapelle de Sainte Brigide fondée en leur Eglise, pendant la vacance de l'Abbaye, est fondé sur ce que lesdits Religieux auoient priuileges

Arrest de 1626.

des Papes, portans que pendant la vacance tout le reuenu leur appartenoit, avec le pouuoir de conferer les Benefices, jusqu'à ce que l'Abbé nouuellement élu fût confirmé, comme il se voit par leurs conclusions sur leur interuention.

*Cap. unic.
De Capel.
Mon.*

Or il n'est pas inconuenient que des Religieux ne puissent auoir ce droit par priuilege ou par perscription, dont il y a exemple en Droiçt *cap. unic. De Capellis monach. in 6.* où il est parlé de Religieux qui auoient droit de presentation sans la participation de leur Abbé.

Arrest de
1639.

L'Arrest du grand Conseil de 1639. au profit des Religieux de Soissons, qui auoient conferé vne prebende de Sainte Sophie, le siege Abbatial vacquant par la mort de l'Abbé Collateur des prebendes de ladite Eglise de Sainte Sophie, est fondé sur des titres tres anciens, & sur la possession en laquelle lesdits Religieux estoient, justifiée par actes de puis l'année 1464. jusqu'en 1636. enoncés audit Arrest.

Et ce qui est encores à remarquer en ces deux copies d'Arrests de 1626. & 1639. est qu'il n'y auoit que des pourueus par les Euesques d'Amiens & de Soissons, qui disputoient le droiçt des Religieux, & non aucun pourueu de Cour de Rome.

Responce
à des pre-
sentations
de 1654. &
1656.

Turpin rapporte aussi trois Actes de presentations faites aux Euesques Diocesains pour des Cures, par les Religieux des Abbayes de saint Aubin, & de saint Serges d'Angers: mais es années 1654. & 1656. seulement & non suiues de collations, de sorte que cela n'est rien.

Responce
à la rece-
ption de 2.
Nouices.

Enfin il rapporte vn Certificat du 26. Ianuier 1659. Que les Religieux de S. Aubin ont receu deux Nouices depuis cette derniere vacance de ladite Abbaye, pour dire qu'ils ont le mesme pouuoir que l'Abbé pendant la vacance; Mais outre que l'on ne peut pas tirer de consequence de la reception des Religieux à la collation des Benefices; ce Certificat ne porte pas que ces Religieux Nouices ayent esté receus à profession, & on ne fait pas mesme voir d'anciennes receptions de Religieux pendant la vacance.

Objection.

Turpin finit par vne objection sur la qualité de l'Hostellerie dont est question, pretendant que les Religieux ont encore plus de droit d'en disposer par ce que c'est vn office Claustral: Mais il n'y a point de distinction à faire des offices Claustraux, & des au-

1. resp.

tres Benefices reguliers dependans des Abbayes, quand les offices Claustraux sont en titres de Benefices, tels que sont à present les offices Claustraux de toutes les Abbayes de l'Ordre de saint Benoist, & particulierement ceux de l'Abbaye de saint Aubin, qui se resignent & permutent tant es mains de l'Abbé qui en est le Collateur ordinaire, que du Pape, comme les Prieurs simples, & sur lesquels les resignans se peuuent reseruer pension.

De sorte que comme il n'y a nulle difference sur la nature & 2. responce; qualite desdits offices Claustraux dans le fait, il n'y a aussi point de difference à faire dans le droit pour la disposition d'iceux.

Aquoy il faut adjoûter pour decision contre cette obiection 3. responce. qu'il est sans exemple, que le Conuent de saint Aubin ait iamais disposé d'aucun office Claustral de ladite Abbaye; soit du viuant de l'Abbé, soit apres sa mort, non plus que des autres Benefices dépendans de l'Abbé.

Ayant esté monstré que le Conuent ne succede point à l'Abbé en la collation des Benefices, il est necessaire de faire voir que l'Euesque Diocesain n'a point aussi droit d'en disposer pendant la vacance de l'Abbaye.

TROISIESME PROPOSITION,
*Que l'Euesque n'a point droit de conferer les Benefices
qui sont de la collation de l'Abbé, le siege
Abbatial estant vacant.*

FERRAND le justifie par cinq raisons, qui sont autant de propositions qu'il entreprend de prouuer.

Cinq raisons principales contre la pretention des Euesques.

La premiere, que l'Euesque n'est point le Collateur ordinaire des Benefices reguliers dependans des Abbayes.

1.

La seconde qu'il en est neantmoins le Collateur superieur, *jure deuoluto.*

2.

La troisieme qu'il y a incompatibilité naturelle & legale d'estre l'un & l'autre, c'est à dire Collateur ordinaire, & Collateur superieur.

3.

La quatrieme que le Collateur superieur ne peut conferer, que dans le cas de negligence de l'inferieur, & non dans le cas de mort de l'inferieur.

4.

Et la cinquieme, que quand le superieur Collateur, *jure deuoluto,*

5.

anticipe sa collation auant la deuolution, elle est nulle, *ipso jure nec conualescere potest.*

I. Proposition contre la pretention des Euesques.

Pour l'établissement de la premiere proposition, Ferrand soutient que *de jure communi & positiuo*, il n'y a aucun texte qui donne la collation des Benefices reguliers aux Euesques; les Euesques sont bien les principaux dans l'ordre de la Hierarchie, qui de soy est seculiere, mais les reguliers estans suruenus de puis, & se estans établis sous des Abbés & Superieurs reguliers, les Benefices reguliers ont fait vne partie necessaire de l'administration des Abbés.

Et il est impossible de feindre qu'il y ait eu des Benefices reguliers auparauant qu'il y ait eu des Abbés reguliers, n'y de feindre vn temps, auquel il y ait eu des Abbés reguliers, qui n'ayent point eu l'administration des Benefices dependans de leurs Abbayes.

Et par ce qu'il s'agit icy d'un Benefice de l'Ordre de saint Benoist, il n'y a point de disposition plus ancienne à chercher pour ces sortes de Benefices, que la Regle mesme de saint Benoist qui viuoit en l'an 530. & laquelle fut établie en France par saint Maur son disciple en l'an 550.

Tout le monde demeure d'accord; que lors de l'établissement des Monasteres de l'Ordre de saint Benoist, il n'y auoit point de Benefices singuliers en titres, non seulement de reguliers dependans des Monasteres, mais non pas mesme de seculiers dependans des Euesques.

Les reuenus de l'Eglise estoient encore regis en commun & par administrations, *Molinæus in cap. cum inter. De Elect.* & ce n'est que deuers le 10. ou 11^{me} Siècle, que les reuenus Ecclesiastiques diuïsés en portions, sont deuenus insensiblement des Benefices en titres, & ont esté affectés suiuant leur institution premiere à des reguliers ou seculiers, & que la disposition en est demeurée suiuant leur nature, sçauoir des reguliers aux Abbés, & des seculiers aux Euesques, ou à quelques autres Collateurs seculiers inferieurs par fondation concession, ou prescription.

Pour preuue de cette verité il suffit de repeter, que, quoy que le pouuoir des Euesques soit tres. ample en Droit, pour la disposition des Benefices, c'est à dire *in jure communi & positiuo*, il n'y a neantmoins aucun texte qui leur donne la premiere disposition des Benefices reguliers, mais plusieurs textes qui leurs en don-

nent la seconde disposition par droit de superiorité sur les Abbés,
jure deuoluto.

Feret cite le Canon, *omnes Basilicae* 16. q. 7. mais ce Canon ne dit rien autre chose, sinon que l'Euesque à jurisdiction sur toutes les Eglises, qui sont basties dans le détroit de son Diocese, ce qui n'est point contesté, mais il ne parle point des Benefices & n'a garde d'en parler, puis que ce Canon est tiré du Concile d'Orleans tenu vers l'an 500. auquel temps il n'y auoit point encore de Benefices en titres, n'y en ayant eu que plus de 500. ans après.

C. omnes
Basilicae. ex-
pliqué.

Feret cita aussi le Canon, *obitum. dist. 61.* & le Canon, *neminem. dist. 70.* Mais ils ne parlent de Benefices ny près ny loing.

C. obitum
& c. nemi-
nem.
Cap. ex fre-
quentibus.
expliqué.

Et enfin il cita le Chap. *ex frequentibus. De Institut.* par lequel le Pape Alexandre III. se plaint de ce qu'il y auoit des Clercs dans l'Archeuesché de Cantorberie, qui acceptoient des Benefices, *sine consensu Episcopi*, la glose dit que c'est qu'ils s'en faisoient pour- uoir par des Laïques: Et M^e Charles du Moulin en sa note sur le- dit Chapitre, en explique tout le mystere, & dit que ce Chapitre attaque le Roy d'Angleterre, sur ce qu'il entreprenoit de conferer en regalle comme font les Rois de France, ce qui est bien éloi- gné des Benefices reguliers, qui ne vacquent jamais en regalle.

Il est donc vray que quelque recherche que Feret ait pû faire, il n'a seu trouuer aucun texte de Droit, qui donne la premiere dis- position des Benefices reguliers à l'Euesque.

La seconde proposition, que l'Euesque est Superieur de l'Ab- bé, & partant Collateur de ses Benefices *jure deuoluto*, est établie non seulement sur cet ancien Canon, *Abbates. 18. q. 2.* aussi tiré du Concile d'Orleans, mais encore sur le Chap. *ea quæ. De statu Monach.* Et sur le Chap. *Quanto. De offici. iud. ord.* qui marquent que les Religieux sont sujets à l'Abbé, & l'Abbé à l'Euesque.

Seconde
propositio.

Et pour les Benefices ayant esté ordonné au Concile de La- tran, *Cap. nulla De Concess. præb.* que la deuolution se feroit du Collateur inferieur ou superieur, apres six mois de negligence de l'inferieur, les Abbés reguliers pretendoient que le Concile n'a- uoit point entendu parler d'eux, mais cette difficulté fut leuée, cent ans apres, au Concile de Vienne par la Clementine: *Quia regulares. De suppl. neglig. prælat.* par laquelle il fut resolu que les Abbés pour leurs benefices seroient sujets comme les autres Col- lateurs seculiers à l'ordre de la deuolution du Concile de Latran,

Explica-
tion de la
Clementi-
ne, quia re-
gulares.

Que les Euesques confereroient leurs Benefices, *autoritate suà*, en cas de negligence pendant six mois, & que mesme pour les Monasteres exempts, les Euesques confereroient aussi les Benefices qui en dependent, *jure deuoluto*, non pas de leur autorité, mais *autoritate Apostolicà*, pour ne point faire de prejudice aux priuileges d'exemption.

Les termes de cette Clementine sont decisifs, *Quia regulares Prelati Prioratus, Ecclesias, administrationes, aut quacuis alia Beneficia ad eorum dispositionem spectantia, cum vacant, interdum committere negligunt vel conferri intra tempus in Lateranensi Concilio constitutum, Diocesani locorum in non exemptis suà, in exemptis verò Apostolicà autoritate, negligentiam super hoc suppleant eorundem.*

Objection.

Feret a fait effort, pour dire que ces mots, *suà autoritate*, ne veulent pas dire, *jure deuoluto*, mais qu'ils veulent dire, *jure ordinario*, & de fait la glose *in verb. suà autoritate*, les explique *suo jure*: Comme c'est là la plus forte obiection de Feret, Ferrand y satisfera exactement, & soustient qu'il est plus clair que le iour, que cette Clementine ne parle que du droit de conferer qu'à l'Euesque, *jure deuoluto*, par la negligence de l'Abbé, & que cela se reconnoist euidemment.

1. respon.

Primò, en ce que cette Clementine est faite pour suppléer à la negligence des Collateurs inferieurs (*negligentiam super hoc suppleant eorundem*) or c'est vn droit de superiorité que de suppléer au defaut d'autrui.

2. respon.

Secundò, il est dit que c'est pour suppléer à vne negligence des Prelats reguliers telle qu'elle est marquée au Concile de Latran, *intra tempus in Lateranensi Concilio constitutum*, qui est vne negligence de six mois.

Tellement qu'en ce cas & suiuant cette Clementine, l'Euesque n'a droit de suppléer à cette negligence que dans le second semestre, qui est le temps de la deuolution, c'est ce qui est nettement expliqué par ladite glose *in verb.*, *suà autoritate*, par laquelle ces mots *suà autoritate* ou *suo jure*, s'entendent de l'autorité & du droit, qui est en ce cas donné à l'Euesque, c'est à dire d'un droit de deuolution.

Gloss. Clem.
quia regulares.

Item (dit la glose) *procedit hæc suppletio, quam facit Diocesanus suo jure intra secundum semestre, quo elapso, ad proximum superiorem, siue sit Metropolitanus, siue Papa, collatio deuoluitur.*

Ius

Ius suum intra secundum semestre est donc vn droit de deuolution, car vn droit de deuolution à lieu dès le moment de la vacance; Et ce qui lève tout doute, est la suite de la glose, qui ne se contente pas d'expliquer le premier degré de deuolution qui appartient à l'Euesque *intra secundum semestre*, mais encore parle du second degré de deuolution qui appartient au Metropolitain, & du troisiéme qui appartient au Pape, *quo elapso ad proximum superiorem, siue sit Metropolitanus, siue Papa, collatio deuoluitur.*

Si l'Euesque n'est Collateur des Benefices de l'Abbé que comme son supérieur & *jure deuoluto*, il est certain qu'il ne peut pouruoir ausdits Benefices en cas de mort de l'Abbé, parce que le Collateur supérieur ne confere les Benefices de l'inférieur *jure deuoluto*, que par sa negligence, comme il sera monstre cy apres en justifiant la quatriéme des cinq propositions cy-dessus.

Mais auparauant il faut establir la troisiéme, sçauoir qu'il y a vne incompatibilité légale & naturelle de pouuoir estre Collateur ordinaire & Collateur supérieur des mesmes Benefices.

Primò, la loy du Concile de Latran y resiste, qui establit les differends degrez de juridictions *gradatim* & par deuolution, de sorte que l'un ne peut pas estre confondu dans l'autre.

Secundò, cela se reconnoist par l'exemple des juridictions temporelles du Iuge à *quo*, & du Iuge *ad quem*, l'un estant estably pour corriger l'autre; parce qu'une mesme personne ne peut pas suppléer à sa negligence.

Il y a vne note excellente faite à ce sujet sur ladite Clementine *Quia regulares. Papa non concedit alicui, ut suppleat propriam negligentiam.*

Tertiò, la Philosophie y resiste; car y ayant relation entre l'inférieur & le supérieur; & la relation ayant ses termes réels, distincts & opposez, il est impossible qu'une mesme personne puisse estre inférieur & supérieur pour vne mesme chose; car estant pour vne mesme chose, ce ne peut estre *diuerso respectu*.

Et n'est considerable l'objection qui fut faite en plaidant, que l'on void assez souuent des Euesques qui possèdent des Abbayes dans leurs Dioceses, à raison desquelles ils sont Patrons des Cures, dont ils sont aussi les Collateurs comme Euesques, lesquelles en ce cas ils conferent *pleno jure* dès le moment de la vacance,

ordinaire

3. Proposition.

1. Raison.

2. Raison.

3. Raison.

Objection.

pour n'estre point obligez de presenter à eux-mesmes, & de conferer en suite sur leurs presentations.

Responce.

Car la responce à cette objection est que le droit de Patronage ne fait pas vn degré de jurisdiction; qu'il n'y a point de deuolution de l'Abbé presentateur à l'Euesque Collateur, & qu'en ce cas l'Euesque Collateur est tousiours le Collateur des Benefices en Patronage, aussi bien que des autres, avec cette difference, qu'il peut bien conferer librement les Benefices qui ne sont point en Patronage, & que pour ceux qui sont en Patronage, il est obligé par vne espee de seruitude de les conferer necessairement à la personne qui luy est présentée par le Patron, si elle est capable.

Et peut mesme l'Euesque conferer librement ces sortes de Benefices, qui sont en Patronage, dès le moment de la vacance, sans attendre la presentation du Patron, la prouision en ce cas est bonne & valable *de jure*, quoy qu'elle puisse estre annullée sur la presentation du Patron, s'il vient à presenter dans le temps de droit, qui est de quatre mois pour les Patrons laïques, & de six mois pour les Patrons Ecclesiastiques.

D'où il s'ensuit que la collation de celuy, qui se trouue Patron & Collateur du Benefice tout ensemble à differends tiltres, peut bien conferer *pleno jure* valablement comme Collateur ordinaire, & incommutablement nonobstant le Patronage, puis qu'il ne pourroit pas se plaindre comme Patron de ce qu'il auroit fait comme Collateur.

Mais il y a tant de difference entre le cas, auquel il s'agist du droit de Patronage & du droit de collation, & le cas auquel il s'agist du droit de collation ordinaire, & du droit de collation *jure deuoluto*, Qu'au premier cas le droit de Patronage peut estre compatible avec le droit de collation, & qu'au second il y a tant d'incompatibilité entre l'exercice des fonctions du Collateur ordinaire, & du Collateur superieur *jure deuoluto*, que si ces deux qualitez se rencontroient en vne mesme personne à raison de differends tiltres, cette personne perdrait les fonctions de superieur par cette maxime, qu'une personne ne peut pas suppléer à ses propres defauts; car quoy qu'il ait différentes qualitez, il est toujours la mesme personne, *Papa non concedit alicui vt suppleat propriam negligentiam*, encores moins *propriis defectus*.

Ce raisonnement sera confirmé cy-apres dans l'establissement

de la cinquième proposition par l'autorité de Maître Charles du Moulin. Et il faut finir cette troisième, par cette remarque que Monsieur l'Euesque d'Angers a peché contre le droit, quand en conferant à Feret, il a dit par sa collation qu'il luy conferoit ladite Hostellerie *pleno jure seu superiori pro hac vice, eo quod Abbatia vacet ad præsens*, puis qu'il y a incompatibilité legale & naturelle de pouuoir estre Collateur ordinaire *pleno jure*, & Collateur supérieur *jure deuoluto seu superiori*.

La quatrième proposition, qui milite contre Monsieur l'Euesque d'Angers, est que le Collateur supérieur ne confere que dans le cas de de negligence, & non pas dans le cas de mort du Collateur inférieur; tous les textes de Droit ledisent expressément.

Le Chap. *Nulla. De concess. Præb.* en ces mots, *vel si omnes forte neglexerint, Metropolitanus de ipsis secundum Deum absque illorum contradictione disponat.*

La Clementine, *Quia regulares. De supp. neglig. prælat.* en ces mots, *Prælati quævis Beneficia, cum vacant, interdum committere negligunt intra tempus in Lateranensi Concilio constitutum.*

Le Chap. *Quia diuersitatem, eod. tit. De Concess. Præb.* dit quelque chose de plus, car il veut que le Collateur suspens ne puisse passer pour negligent, & qu'ainsi il soit excusé de la deuolution en ces mots, *Sic tamen ut tempus suspensionis in sex mensibus nullatenus computetur, cum illa Lateranensis Concilij constitutio contra negligentes tantum fuerit promulgata.*

Encore mesme que la suspension procede de la faute de ce Collateur, par ce que dit du Moulin en sa note sur ce Chapitre, cet empeschement de conferer procede bien de la suspension qui est la peine de sa faute, mais ne procede pas directement de sa faute, *quia istud impedimentum non procedit immediate ex culpa, sed à pœnâ culpæ.*

Donc si la deuolution ne se fait iamais que contre les negligens, *contra negligentes tantum*, elle ne se peut iamais faire dans le cas de mort du Collateur inférieur; le mot *tantum* estant decisif, parce qu'il exclud tout autre cas que celui de la negligence de l'inférieur, & ces deux cas de negligence & de mort sont si opposez, qu'ils ont fourny de matiere à deux tiltres de droit differends, dont l'un est *De suppl. neglig. Prælat.* & l'autre, *Ne sede vacan. aliquid innou.* l'un, *venit à facto*, & l'autre, *à fato.*

4. Proposition.

Cap. nulla.

Clem. quia regulares.

Cap. quia diuersitatem.

Molinus. Ibidem.

Tit. de suppl. neglig. prælat. Tit. Ne sede vac.

5. Propo-
sition.

Reste la cinquième des propositions, qui ruinent la pretention de l'Euesque, qui est, que quand le Collateur Superieur anticipe sa Collation auant le temps de la deuolution, ou qu'il confere hors le cas de negligence de l'inferieur, sa Collation est nulle *ipso jure, nec villo tempore conualescere potest.*

La raison est que dans le cas de deuolution, le Collateur Superieur n'acquiert de puissance, que dans le cas de la negligence de l'inferieur & apres les six mois expirés, dans lesquels l'inferieur peut conférer; ce qui est si exact, & si rigoureux *de jure*, que comme apres les six mois expirés le Collateur inferieur ne peut pas purger sa demeure pour auoir perdu tout pouuoir dans le dernier moment desdits six mois, le Superieur ne deuient aussi Collateur du Benefice que dans le mesme moment.

Gloss. cap.
nulla.

La glose du Chap. *Nulla. De Concess. Præb. In Verb. infra sex menses*, le decide ainsi pour le droit d'élire, Et pour le droit de Collation, le Chap. *litteras. De supp. neglig. prælat.* La raison est, *quia pro non dato habetur, quod ab illo datur, qui non potest de jure donare*: Et ce droit est fondé sur les degrés de jurisdiction & de deuolution établis par le Concile de Latran, qui ne permet pas qu'un Collateur puisse anticiper sur l'autre, & quand la deuolution est paruenue jusqu'au Pape, tout ce qui est entrepris par les autres Collateurs, auparauint mesme que le Pape y ait pourueu, est nul par le Chap. *licet Magister*, & par ledit Chap. *litteras eod. tit. Ne jus nostrum negligere videamur* (dit le Pape) *qui alios in sua iustitiâ confouemus.*

Maistre Charle du Moulin sur la regle de *infr.* depuis le nombre 66. jusqu'au nombre 68. reprenant l'erreur de ceux, qui croient que quand l'Euesque confere apres les six mois du Patron Ecclesiastique & par sa negligence, il confere *jure deuoluto*, monstre que le Patron ne fait pas un degré de jurisdiction.

Que son droit de Patronage n'est qu'une seruitude imposée au Collateur ordinaire, qui peut estre exercée pendant les six premiers mois de la vacance, mais qui n'empêche pas que le Collateur ordinaire ne puisse conférer en preuenant ce Patron: & que telle collation seroit bonne & valable *de jure*, quoy qu'elle soit sujette à estre résoluë au cas que ce Patron vienne à presenter dans le temps; qu'il n'en est pas de mesme de l'Archeuesque qui conférerait dans les six mois de l'Euesque, ou d'un autre Collateur Su-

perieur à l'égard du Collateur son inferieur, dont la collation anticipée seroit tellement nulle qu'elle ne pourroit jamais valoir.

Il est à propos de rapporter icy les termes de du Moulin quoy qu'étendus, pour suiure son raisonnement & ses termes plutôt, que d'estre obligé de l'expliquer.

Porro quamuis ordinarius pendente Patroni tempore, mero quidem jure conferre possit, non tamen ob id grauari potest, nec anticipare teneatur: ne periculum subeat actus nugatorij, imò non solum non tenetur, sed nec debet de honestate: ne quid admittat, unde postea verecundatur: ut in c. discernimus 16. q. 7. unde interim non currit ei tempus Lateranensis Concilij, de quo in cap. Nulla. De Concess. Præb. Quia de tali tempore omne impedimentum, etiam culpa incursum subducitur. c. Quia diuersitatem eod. tit.

*Molina. De
Inf. Num.
66. 67.*

Errant ergo vulgares, qui, prætextu seruitutis Patronalis, putant non posse ordinarium post Patronorum tempora conferre, nisi jure deuoluto, nec valere collationem (nisi in ea expressa deuolutionis qualitate) factam. at qui si potest simpliciter jure ordinario conferre ante dicta tempora, spretis Patronis, multò magis id potest post ea tempora, quia seruitus posteaquam sublata est, minùs impedire debet libertatem Domini, quàm quamdiù manet, & impendet. Et sic error ille vulgaris nedùm falsus, sed ineptus & præposterus. Secùs in vera deuolutione, per quam jus queritur non habenti, puta Archiepiscopo per negligentiam Episcopi: quia tunc collatio siue simpliciter, siue in qualitate juris deuoluti anticipata, prorsùs nulla est, nec vsquàm vel deuolutione secuta conualescit: ut post Panor. in c. cum ex officij. De præscription. tenent omnes ubique.

Collatio verò post deuolutionem facta non valet. quia intelligitur facta jure ordinario: & sic à non habente potestatem. tunc ergo necesse est non modo verè deuolutum esse: sed etiam in ea expressa qualitate conferre: quia illa qualitas non solum est intrinseca & necessaria ad actum: sed etiam dat jus & potestatem, quæ aliàs originaliter non competit, & sic exprimenda est: ut per Hostien. Panor. in c. ex parte. De concess. Præb. not. in c. cum in jure peritus. De election.

Quemadmodum enim in jurisdictionalibus nullam potestatem habet Archiepiscopus in subditos suffraganei, etiam consentientes, nisi in casu appellationis & in ipso appellationis articulo. c. Romana. De fore Competen. in 6. Ita in Beneficialibus nullam potestatem habet, nisi in casu canonicæ deuolutionis, & in ea qualitate tantum.

Idem tamen de Episcopo, quantum ad Beneficia quorum collatio spectat ad inferiorem. Ce dernier exemple de la deuolution de *inferiore ad Episcopum* est l'espece dont est question, & decide que Monsieur l'Euesque d'Angers n'a non plus de droict de conferer les Benefices de l'Abbé de S. Aubin, l'Abbaye estant vacante, quand elle seroit de sa jurisdiction, que M. l'Archeuesque de Tours ceux de l'Euesché d'Angers, si cet Euesché estoit vacant.

Les cinq propositions cy. dessus ainsi prouuées, sont autant de raisons principales contre la pretention des Euesques tirées des textes & des raisons de droict.

Opinion
des Do-
cteurs.

Il faut passer à l'opinion des Docteurs, qui sont ceux-là mesmes qui ont esté cy. deuant citez contre la pretention du Chapitre, depuis la 17^{me} page, iusqu'à la 19^{me}, & qui ont fait la veritable distinction d'entre les collations necessaires, qui peuuent passer au Chapitre, parce qu'il succede en la jurisdiction necessaire, Et les collations libres & de gratification, qui passent au successeur Euesque ou au successeur Abbé, comme des fruiçts honorifiques coniointement avec les fruiçts vtils.

Ce qui s'entend si le Pape ne dispose de ces collations libres & gratuites pendant la vacance, comme ayant droict d'en disposer en qualité d'ordinaire des ordinaires, ainsi qu'il a esté justifié en l'establissement de la premiere des trois propositions principales de cet aduertissement.

Hostiensis,
Panorme &
Rebuffe.

Entre ces Docteurs il y en a trois, sçauoir, Hostiensis, Panorme & Rebuffe, lesquels non seulement excluent le Chapitre de pouuoir conferer pendant la vacance du Siege, mais passans plus outre decident que c'est au Pape qu'il faut auoir recours, & Panorme remarque qu'en cela il suit l'opinion d'Hostiensis.

Ultimo nota (dit Panorme sur ledit Chapitre illa deuotionis) quod vacante sede, etiam magno tempore, non potest capitulum conferre Beneficia spectantia ad collationem Episcopi: est ergo recurrendum ad Papam secundum Hostiensem, quod satis placet: nam Capitulum vel Archiepiscopus non succedit, nisi in casu negligentiae, vel quando Episcopus delinquit conferendo indigno, &c. Ergo recurrendum ad Papam, qui generalis est ordinarius totius orbis.

Rebuff. tit. De Reg. ad Prælat. nomin. facien. en ces mots, *sed Papa aut Legatus tunc conferet.*

Ces trois autorités ont desia esté rapportées, & sont icy repe-

tées, parce qu'elles sont précises pour le Pape contre le Conuent & contre l'Euesque : Et pour les autorités des autres Docteurs cités contre le Conuent, elles excluent assés intelligiblement l'Euesque, quand elles decident, que les collations libres de l'Abbé doiuent estre reseruées à l'Abbé successeur.

Feret cita Monsieur de Selue, *part. 2. q. 16.* où il fait la question, *si Prælati, ad quem spectat ius conferendi, moriatur, quis illa Beneficia poterit conferre?* & sans la resoudre il répond en ces termes.

Objection
de l'opinion
de
Selua.

Notant Doctores in Clemen. In plerisque. De Elect. & Archidiacon. In Can. cum sumus. 9. q. 3. ubi tenent, quod ius conferendi deuoluitur ad primum superiorem, unde propter negligentiam collegij vel mortem omnium de collegio ius prouidendi deuoluitur ad eum, qui habebat potestatem confirmandi electum, siue sit Episcopus, siue sit alius Prælati; Ita quod, Patrono mortuo sine hærede, ius prouidendi deuoluitur ad illum, ad quem pertinebat institutio.

Ferrand répond à ce passage, que quoy que de Selue pose la question du droit de conferer, neantmoins il n'entend pas parler des Collations libres & gratuites : mais des Collations & prouisions nécessaires, comme il se reconnoist par les autorités, qu'il cite & par les cas, qu'il rapporte de l'élection & du Patronage, de la confirmation & de l'institution, & par la glose qu'il cite de la Clémentine 1. *Quia regulares. De supp. neglig. prælat. in verb. dispositionem.*

1. responce.
à l'opinion
de Selua
obiettée.

Laquelle glose marque que le mot, *dispositionem*, s'entend d'une Collation libre, *id est, Collationem vel prouisionem. Hoc dico* (dit la glose) *quia si ad solam presentationem vel electionem ipsorum spectaret, tunc ad confirmantem vel instituentem deuolueretur potestas, siue sit Diocesanus, siue alius.*

Et encore ny le texte ny la glose de cette Clémentine ne parle pas du cas de mort & la Clémentine; *In plerisque. De Election.* (que de Selue pretend expliquer en sadite question 16.) parle de la disposition d'un Euesché, qui se trouueroit *sine bonis, clero, & populo*, comme sont les Eueschés *In partibus infidelium*, dont le Pape se reserue en cas de vacance la disposition; parce qu'il n'y a personne en ce cas qui puisse proceder à l'élection, qui est un cas tout special.

2. responce.

Et il est si peu vray, que de Selue ait voulu soutenir que l'Euesque ait droit de conferer les Benefices, qui sont de la Colla-

3. responce.

tion libre de l'Abbé, *sede vacante*, qu'au contraire du Moulin en son conseil 48. cy-deuant raporté pag. 18. & 19. faisant la distinction des Collations libres, qui passent au successeur ; & des Collations necessaires, qui demeurent au Chapitre ; il cite expressement ledit de Selue *part. 2. q. 14.*

L'usage
contre l'E-
uesque.

Le non usage n'est pas moins contre la pretention de l'Euesque, que contre les Chapitres ou Conuents des Abbayes : Car il est étrange qu'en vne matiere si commune, & en laquelle il y a tant d'Abbayes dans les Dioceses qui vacquent si souuent, & qui demeurent assés long-temps vacantes, particulièrement en ce temps cy, auquel le Roy n'en dispose pas si promptement ; On ne puisse faire voir, que Messieurs les Euesques ayent donné des Collations des Prieurés & Offices Claustraux dependans des Abbayes : Certainement l'on peut dire que Monsieur l'Euesque d'Angers est le premier qui ait entrepris d'en conferer, & pour monstrier que son style est extraordinaire, il ne faut que faire reflexion sur ces termes de sa Collation tant de fois repetés, *pleno jure seu superiori pro hac vice.*

Que si les Euesques ne sont point en cette possession, pour monstrier qu'ils n'en ont point aussi le droit, on ne raporte ny Sentence ny Arrest, qui en ayent jugé la question au profit des Euesques contre des pourueus de Cour de Rome.

Prejugé
contre l'E-
uesque.

Ferrand au contraire rapporte vne Sentence renduë en la seconde Chambre de cette Cour le 11. Iuillet 1659. qui doit estre d'autant plus grand poids en cette affaire.

Primò, en ce qu'elle est renduë pour les Prieurés simples du Lude & de Chastelays dependans de la mesme Abbaye de saint Aubin & qui sont aussi de la Collation de l'Abbé, comme ladite Hostellerie.

Secundò, en ce qu'ils auoient vaqué par la mort du nommé Baron arriüée au mesme mois de Novembre 1657. *Sede Abbatiali vacante.*

Tertiò, en ce qu'ils auoient aussi esté conferés, Par ledit Sieur Euesque d'Angers audit Feret & à vn sien Frere ; Par le Chapitre des Religieux de ladite Abbaye de saint Aubin à Frere Iean Hullin leur Prieur Claustral ; Et par le Pape à Maistre Yuelin, qui en obtint la recreance en l'audiance, en sorte que c'estoit toute la mesme espece que celle, qui est à Iuger.

Quartò,

Quartò, en ce que cette Sentence fut renduë par onze Iuges, apres cinq audiances ; les pourueus de l'Euesque & du Chapitre ayant eu pour Aduocats Maistres Dubois & l'Hommeau, qui ont plaidé en cette Chambre pour lesdits Feret & Turpin.

Quintò, en ce qu'outre lesdites parties, Monsieur l'Euesque d'Angers estoit interuenant, & auoit Maistre du Hamel pour Aduocat en la cause : en sorte qu'il n'y eut jamais de cause mieux expliqué ny Iugé ; avec plus de circonspection, & sur les seules questions de Droit.

Enfin il y auoit tant de conformité entre l'affaire desdits Prieurés & celle-cy, que l'une & l'autre n'auoient fait qu'une instance en reglement de Iuges au Priuè Conseil du Roy, d'où par vn mesme Arrest contradictoire elles ont esté renuoyées en cette Cour, où elles ont esté plaidées separément, & en diuerses Chambres, par l'artifice desdits Feret & Turpin, lesquels ayans perdu leur cause pour lesdits Prieurés en la seconde Chambre, ont affecté de saisir la premiere de la cause de l'Hostellerie : Ce que Ferrand n'a point voulu empescher, dans l'assurance qu'il a de la justice de sa cause, & dans l'esperance d'obtenir vne pareille Sentence en cette premiere Chambre, pour laisser cét aduantage au public, que la question aura esté jugée par les deux Chambres en faueur du Pape ; comme il a esté assuré qu'elle a esté nettement Iugée par vn Arrest du grand Conseil, rendu sur procès par écript, qui n'a point esté leué.

Cette derniere forte de preuue, qui resulte de cette Sentence si solemnelle, n'est pas seulement pour confirmer la derniere des trois propositions principales établies en cét aduertissement ; mais encore chacune des trois en particulier, puis que cette Sentence a jugé. *Primò*, que le Pape peut seul conferer pendant la vacance de l'Abbaye, non par preuention ny par reserue ; mais comme ordinaire des ordinaires, & de la mesme maniere qu'il auoit pû y pouruoir du viuant de l'Abbé. *Secundò*, que le Chapitre ne succede point à l'Abbé pour les Collations libres. *Tertiò*, que l'Euesque estant Collateur Superieur de l'Abbé, & ne pouuant conferer les Benefices de l'Abbaye, sinon *jure deuoluto*, & dans le seul cas de negligence de l'Abbé, ou de nullité de sa Collation, il ne peut y mettre la main *jure ordinario*, pendant la vacance de l'Abbaye ; par ce que telles Collations libres sont reseruées

Conclu-
sion destrois
propositiōs
principa-
les.

à l'Abbé successeur, à l'exclusion du Conuent & de l'Eueſque,
& non pas à l'exclusion du Pape.

Confide-
ration pour
la recrean-
ce.

Ferrand ne s'arreste icy qu'aux questions de Droit, laissant toutes les confiderations de faict, qui le peuuent faire confiderer pour la recreance par preference à Feret & à Turpin; ſinon qu'il ſupplie très-humblement la Cour de confiderer qu'il s'agit de l'Hoſtellerie Office Clauſtral, qui demande l'occupation d'un Religieux; que luy Ferrand n'a aucun autre Office ny Benefice en ladite Abbaye, ny ailleurs, & que Feret eſt paisible poſſeſſeur de l'Armoirie, & Turpin de la Chantrerie, qui ſont auſſi deux Offices Clauſtraux de ladite Abbaye, & que Feret a encore pluſieurs autres Prieurés,

Monſieur MENARDEAU, Rapporteur.

M^e GUY DE MASSAC, Aduocat.